

Histoire

# 10 JUILLET 1940 : LES SOCIALISTES ET LA FIN DE LA RÉPUBLIQUE

Benoît Kermoal

10/07/2020

**En revenant sur le 10 juillet 1940 et le vote des pleins pouvoirs au Maréchal Pétain, vu du côté socialiste, on peut mesurer combien les membres de la SFIO ont peiné à faire face à la défaite de 1940, déceler leurs divisions d'alors, mais aussi retracer l'itinéraire de ceux qui ont su garder intacte leur identité partisane et républicaine – parmi les quatre-vingts parlementaires qui ont ce jour-là refusé de voter pour une nouvelle Constitution de l'État français, trente-six étaient socialistes.**

La III<sup>e</sup> République disparaît le 10 juillet 1940 lors d'un vote rassemblant députés et sénateurs : les pleins pouvoirs sont accordés à Philippe Pétain afin de mettre en place une nouvelle Constitution. Il ne faut pas s'y tromper : par ce geste, c'est l'idée même de démocratie qui est enterrée, ouvrant la voie à l'instauration d'un régime de dictature. Face à une défaite militaire cinglante, à la présence des troupes allemandes sur une grande partie du territoire et à l'armistice demandé par le dernier gouvernement de la III<sup>e</sup> République le 17 juin, comment ont réagi les socialistes ? Divisés depuis 1938, hésitants encore durant la « drôle de guerre » entre la fermeté face à l'Allemagne nazie et la préservation de la paix, les membres de la SFIO sont comme tous les Français frappés par le choc moral que représente la déroute si brusque qui atteint l'ensemble du pays. Au sein du parti, les divisions s'exacerbent, et nombreux sont ceux qui abandonnent la défense du régime républicain pour aspirer à un ordre nouveau. Léon Blum, ancien chef de gouvernement de Front populaire et leader des socialistes, n'arrive plus à préserver la cohésion et la concorde à l'intérieur du parti. Le 10 juillet 1940, l'unité des socialistes vole en éclat : une majorité de parlementaires de la SFIO vote en faveur des pleins pouvoirs à Pétain, tandis que d'autres restent fidèles aux principes démocratiques. Cette journée de sinistre mémoire n'annonce pas seulement la constitution d'un nouveau régime dictatorial qui pratique quelques semaines plus tard une politique de collaboration avec les nazis. Elle a impliqué également la disparition du Parti socialiste en tant qu'organisation, laissant de nombreux militants dans le désarroi.

Revenir sur le 10 juillet 1940 vu du côté socialiste, c'est donc à la fois mesurer combien les membres de la SFIO ont peiné à faire face à la défaite de 1940, déceler leurs divisions de plus en plus

profondes, mais aussi retracer l'itinéraire de ceux qui ont su garder intacte leur identité socialiste et républicaine. En effet, quatre-vingts parlementaires ont ce jour-là refusé de voter pour une nouvelle Constitution de l'État français. Parmi eux, trente-six étaient socialistes ; quatre-vingts ans plus tard, il est essentiel de leur rendre hommage.

## **L'armistice de juin 1940 et ses conséquences**

Après une « drôle de guerre » de plusieurs mois, les Allemands attaquent la France et ses alliés à partir du 10 mai 1940. L'armée française n'arrive pas à riposter et le pays subit les nombreux assauts de l'armée allemande. La désorganisation du pays est totale et, fuyant l'avancée de l'ennemi, une grande partie de la population s'embarque sur les routes de l'exode. L'état-major s'avère incapable de coordonner l'action des soldats français ; de plus en plus de hauts gradés estiment que la conduite désastreuse de la guerre n'est pas de leur fait, mais la faute des politiques. On fustige ainsi les gouvernements précédents qui n'auraient pas su préparer le pays du point de vue militaire. Cette vision n'est pas exacte, mais elle se répand également dans la presse hostile à la république. Le pacifisme était très répandu dans l'ensemble de la société française, et parfois primait sur la nécessité de la défense de la nation et des institutions républicaines. Et si tous sont partisans de la défense nationale en raison de l'agression allemande, le pacifisme est toujours présent chez de nombreux militants socialistes qui, devant ce désastre militaire, souhaitent mettre un terme rapidement aux opérations militaires.

La SFIO est donc traversée par de nombreuses tensions durant la période : Paul Faure, secrétaire général du parti, incarne le courant pacifiste, tandis que Léon Blum reste partisan d'une politique de fermeté face au nazisme. Le parti est, à l'image de la France, totalement désorganisé : on peine à avoir des nouvelles de Paul Faure, beaucoup de militants sont sous les drapeaux et ne sont pas au courant des évolutions rapides de la situation du pays. Blum, quant à lui, accompagné d'une poignée de fidèles, suit de près les événements en s'installant près de Toulouse et prend conscience que beaucoup le jugent responsable de la défaite qui se profile.

En effet, le gouvernement et les autorités politiques se sont réfugiés devant l'avancée allemande à Bordeaux et le Maréchal Pétain est chargé le 16 juin de présider un nouveau gouvernement pour faire face à la situation. Il est perçu comme un des vainqueurs de la Première Guerre mondiale et bénéficie d'une bonne image, y compris dans les rangs républicains et à gauche. Un temps pressenti pour être ministre, Paul Faure ne figure pas finalement dans ce nouveau gouvernement d'union nationale. Mais deux socialistes sont présents : André Février (1885-1961) est ministre des Transmissions et Albert Rivière (1891-1953) ministre des Colonies, deux postes clés en théorie en temps de guerre, mais dans la configuration présente, ils eurent peu de rôle. Leur présence a été

acceptée par les dirigeants de la SFIO, conscients qu'il fallait l'union nationale dans une telle situation. Dès le lendemain de sa nomination, Pétain demande à l'Allemagne un armistice pour mettre fin à la guerre, prenant au dépourvu son allié britannique. Certains souhaitent néanmoins, à l'image de Charles de Gaulle, poursuivre les combats, en se basant en particulier sur les colonies pour résister à la puissance allemande.

Du côté des socialistes, l'heure semble au découragement : les premiers discours de Pétain montrent qu'il veut en réalité instaurer un ordre nouveau qui romprait avec l'héritage républicain. La presse militante ne paraît plus, hormis *Le Midi socialiste* de Toulouse et *Le Populaire du Centre* de Limoges. L'administration du parti s'établit d'ailleurs dans cette ville où l'on retrouve de nombreux journalistes du *Populaire* et des permanents. Paul Faure ne donne aucune nouvelle, et des rumeurs de départ de Blum en Grande-Bretagne sont publiées dans la presse nationale. En réalité, il est à Muret, près de Toulouse, accompagné de quelques fidèles comme Vincent Auriol et Marx Dormoy qui ne le quittent plus durant ces semaines agitées. Néanmoins, de plus en plus de socialistes semblent contester son autorité au sein du parti et appellent de leurs vœux à des changements radicaux. Mais il est surtout très difficile de discuter entre cadres du parti pour établir une ligne politique claire. On dispose sur cette période de la correspondance d'un permanent, René Hug (1889-1963), qui échange avec de nombreux responsables de la SFIO et nous renseigne sur l'état d'esprit qui alterne entre résignation et volonté d'action. L'arrêt de la guerre renforce les hésitations et les découragements.

L'armistice est en effet signé le 22 juin : la France est divisée en deux zones principales, l'une occupée par les troupes allemandes, le nord du pays, prolongée par une bande côtière à l'ouest qui descend jusqu'aux Pyrénées et l'autre dite « libre » placée directement sous le gouvernement français de Pétain. Les soldats faits prisonniers lors des combats récents le restent, la flotte de guerre est neutralisée, et une lourde indemnité est demandée par les Allemands pour l'occupation du territoire. Dès le 23 juin, Pierre Laval entre au gouvernement comme vice-président du Conseil et il souhaite en accord avec Pétain établir un nouveau régime. Afin de mener à bien cette politique, les autorités s'installent début juillet à Vichy : la ville thermale a l'avantage de disposer de très nombreux hôtels pouvant accueillir toutes les autorités, tout en servant de sièges des ministères. L'ensemble des parlementaires est convoqué dans cette ville afin de décider de l'avenir du régime républicain.

## Le vote du 10 juillet 1940

Ce jour-là, l'Assemblée nationale annonce la fin de la démocratie parlementaire en votant les pleins pouvoirs constitutionnels au maréchal Pétain. L'ensemble des députés et sénateurs est convoqué

le 2 juillet à Vichy. Mais tous ne peuvent pas rejoindre la ville thermale. En effet, le 18 juin, alors que le gouvernement est encore à Bordeaux, la marine nationale avait mis à disposition des parlementaires le paquebot *Massilia*, afin de rejoindre les colonies pour poursuivre éventuellement les combats. Vingt-six députés et un sénateur montent à bord et atteignent Casablanca le 24 juin. Partis afin de poursuivre le combat, ils se retrouvent accusés par les autorités et une partie de l'opinion publique d'avoir fui le pays. Huit socialistes sont à bord, comme André Le Troquer, Pierre Viénot ou Salomon Grumbach qui étaient de farouches partisans de la fermeté face à l'Allemagne et profondément attachés à la république. Leur absence à Vichy pèse lourdement. D'autres députés ne se rendent pas à Vichy car ils sont sous les drapeaux, parfois prisonniers ; il faut également réussir à traverser une France totalement désorganisée, ce qui n'est pas facile pour certains députés, en particulier provenant du nord du pays. D'autres, enfin, n'ont pas souhaité répondre à la convocation, par dépit, découragement ou peur. Ainsi, Paul Faure, le secrétaire général du parti, est absent sans qu'on sache exactement pourquoi.

Les socialistes se rassemblent dès leur arrivée dans leurs hôtels ou dans des cafés. De nombreuses discussions ont lieu, mais l'ambiance est lourde et pesante. Pierre Laval fait tout pour obtenir que les parlementaires sabordent le régime républicain. Il tente de les rassurer et de les séduire dans certains cas, dans d'autres, il fait pression, n'hésitant pas à menacer. Partout en ville, on peut croiser des bandes organisées d'extrême droite qui, par leur seule présence, entraînent des réactions de peur. Parmi les parlementaires socialistes, certains évitent dorénavant de croiser Léon Blum, qu'ils estiment responsable de la situation. Les journées des 9 et 10 juillet sont globalement bien connues grâce à plusieurs travaux historiques. Des socialistes comme Léon Blum, mais aussi Louis Noguères (1881-1956), député des Pyrénées-Orientales, ou bien encore Vincent Auriol ont également laissé des témoignages sur la fin de la III<sup>e</sup> République.

La première réunion commune des socialistes a lieu le 8 juillet : il s'agit de voir comment traiter les deux questions qui sont posées aux parlementaires. Faut-il tout d'abord réviser la Constitution ? Est-il possible de laisser les pleins pouvoirs à Pétain pour mener à bien cette révision ? Sur le premier point, les socialistes s'accordent pour dire que la révision est nécessaire. En effet, la SFIO s'est toujours opposée aux lois constitutionnelles de 1875 et la crise a montré qu'il fallait modifier le régime. Il faut avant tout préserver le suffrage universel pour garantir la démocratie. Sur le second point, l'identité républicaine est réaffirmée avec force par plusieurs figures du parti, réunies autour de Blum. La réunion du groupe ne montre en effet que peu d'oppositions ou de réserves à la ligne défendue par le leader socialiste. Il est d'ailleurs d'abord étonné, puis rassuré et satisfait de voir la solidité de la culture militante que l'on trouve chez les parlementaires socialistes. Même si beaucoup sont pacifistes, ils souhaitent avant tout défendre la république et ses principes, du moins en apparence. Une telle satisfaction est de courte durée car les avis changent d'heure en

heure sous la pression des partisans de Laval et de certains députés socialistes hostiles à Blum, qui n'hésitent pas à utiliser un argumentaire antisémite.

Le 9 juillet, les socialistes très majoritairement votent pour le principe de la révision de la Constitution. Le 10 juillet, deux séances sont prévues : l'une privée le matin pour débattre du projet Laval-Pétain, l'autre officielle l'après-midi afin de procéder au vote. La première séance est marquée par un discours ferme et violent de Laval : il prend à partie Léon Blum qui ne réagit pas devant les accusations et les insultes. Pourquoi un tel silence ? Le chef de file de la SFIO ne veut pas répondre aux provocations de Laval car il craint que des parlementaires socialistes expriment leur désaccord avec lui. Il sait qu'il peut desservir la cause qu'il défend en répliquant, lui qui est vu par beaucoup comme « belliciste » et donc responsable de la défaite. Et puis l'antisémitisme, y compris dans les rangs de la SFIO, est présent et Blum le sait. Son silence n'est pas un manque de courage : c'est un silence de combat, car rien que par sa présence, il montre qu'il est solidement attaché à la république. Il sait également les pressions qui sont faites sur ses amis, les menaces de mort, les marchandages. « Je n'avais aucunement peur du tumulte féroce que j'aurais déchaîné rien qu'en me levant de mon siège », précise-t-il dans ses *Mémoires* en ajoutant : « Je ne pouvais douter que, dans l'échauffourée dont mon intervention donnerait le signal, la très grande majorité de mon groupe m'abandonnât. » D'autres députés socialistes réagissent à sa place au discours de Laval créant deux incidents violents : Jean-Louis Rolland (1891-1970), député du Finistère, pourtant partisan de Paul Faure, s'emporte contre les propos de Laval sur les marins : « Laissez les marins tranquilles... Ils savent ce qu'ils doivent penser et n'ont pas besoin de vous pour discerner leur devoir ! » Son intervention est couverte par les insultes et le brouhaha. Puis, c'est un autre député SFIO, François Camel (1893-1941), instituteur de l'Ariège, qui réplique aux propos de Laval sur les instituteurs décrits comme antipatriotes : « C'est indigne, vous oubliez et insultez les centaines d'instituteurs morts pour la France ! » Là encore, ses propos sont couverts par les insultes. Mais ces deux députés sont parmi les trente-six parlementaires socialistes à exprimer leur refus d'accorder les pleins pouvoirs à Pétain l'après-midi.

Lors de ce vote, une majorité des parlementaires socialistes accepte de renier la III<sup>e</sup> République et de se plier aux volontés de Philippe Pétain. 90 parlementaires votent pour la dissolution, 6 s'abstiennent et 36 ont voté contre (29 députés et 7 sénateurs). En tout, il y a 649 votants : 569 voix pour, 80 voix contre et 20 abstentions. Léon Blum, juste après son vote contre, quitte la salle avant les résultats et repart pour Toulouse. Parmi les abstentions, on trouve celle de Georges Monnet qui incarnait pourtant une ligne de fermeté dans les mois précédents et était proche de Blum. Ce vote divise irrémédiablement les socialistes. Comme l'écrit François Tanguy-Prigent, qui est arrivé à Vichy à la suite d'une permission le 9 juillet : « Au soir de ce 10 juillet, alors que je me brouillais pour toujours avec des camarades, je me faisais pour toujours des amis parmi les adversaires que

j'avais. » Louis Noguères, quant à lui, est soulagé après son vote négatif : « Dormir... C'est une chose qui ne m'est advenue, à Vichy, qu'après le vote à l'Assemblée nationale, la conscience tranquille ! »

Dans sa majorité, l'appareil du Parti socialiste se rallie donc à Vichy. Mais sur quatre-vingts opposants, les parlementaires de la SFIO sont trente-six, soit 45% du total. C'est la plus grande composante d'un groupe parlementaire à s'opposer. Il faut le rappeler ici, non pour dédouaner la majorité des parlementaires socialistes qui ont voté pour, mais parce que cela montre qu'à la fin de la III<sup>e</sup> République, le groupe socialiste représente presque la moitié de ceux qui ont su défendre les principes démocratiques.

## **La disparition du Parti socialiste et la préparation des combats futurs**

Après le 10 juillet 1940, comme l'écrit l'historien américain Robert O. Paxton : « Un vieux monde est mort et le nouveau laisse déjà entrevoir son visage. Jamais il n'y eut autant de Français prêts à accepter la discipline et l'autorité. Le dur martèlement des bottes explique en partie l'attrait que les ligues fascistes ont exercé sur la jeunesse des années 1930, qui manifestait déjà sa rébellion contre la III<sup>e</sup> République par le culte du muscle. »

Les trente-six parlementaires opposants de la première heure à Vichy retrouvent rapidement pour la plupart d'entre eux leur circonscription après l'installation dès le 12 juillet d'un régime de dictature qui ne laisse plus de place à la vie démocratique. Le Parti socialiste se met en sommeil après une dernière circulaire datée du 10 juillet visant malgré tout à essayer de faire vivre le parti dans les territoires. Mais cela est impossible, d'autant plus que ces parlementaires font l'objet d'une surveillance accrue des autorités de Vichy et de l'occupant allemand. D'autres socialistes se plient au nouveau régime et cèdent aux nouvelles autorités, espérant y trouver quelque contenu rappelant leur engagement. Ils s'engagent dans la voie de la collaboration et du maréchalisme, quittant définitivement les rives du socialisme. Si le parti disparaît, les principes et les valeurs de la SFIO survivent à l'instauration de Vichy. Partout en France, on trouve des militantes et des militants qui s'engagent dans de nouvelles voies pour faire exister leur idéal. Ils sont parfois guidés par des parlementaires, comme François Camel qui, de retour chez lui, convoque sa section en expliquant que dorénavant il faudra avoir une action clandestine. Mais ce sont surtout d'autres militants, moins liés à l'appareil du parti, comme Daniel Mayer, Pierre Brossolette ou Christian Pineau, qui jettent les bases d'une résistance socialiste qui s'étoffera peu à peu.

Beaucoup des parlementaires socialistes qui se sont opposés le 10 juillet 1940 rejoignent ensuite les rangs de la Résistance. D'autres qui ont accordé leur vote regrettent vite leur choix. Léon Blum, quant à lui, est rapidement arrêté à l'automne 1940 et reste en prison durant le reste de la guerre.

À la Libération, les quatre-vingt-dix parlementaires socialistes qui ont voté pour les pleins pouvoirs sont exclus du parti. Certains essayeront de justifier leur choix, mais il faut insister quatre-vingts ans après les événements sur la clairvoyance des trente-six opposants. Ce sont eux qui ont maintenu l'idéal socialiste qui était fortement ancré dans l'esprit républicain. La mémoire de cette période fut parfois malmenée en raison des divisions de la SFIO. Cela a entraîné, et on ne peut que le regretter, une méconnaissance à propos de ces députés et sénateurs qui ont su faire face aux pressions et à la peur pour affirmer haut et fort la prévalence des principes démocratiques le 10 juillet 1940. Ils l'ont fait au péril de leur vie, précédant de nombreux autres socialistes qui se sont engagés ensuite pour le retour de la république. Comme le souligne Léon Blum dans *À l'échelle humaine*, son essai écrit en prison : « L'expérience enseigne qu'aux moments redoutables de sa vie l'homme ne la sauve qu'en la risquant. »